



30 juin 2025

Réforme de l'audiovisuel : le mépris, l'argent et la mauvaise foi, une lamentable histoire de service public.

Annoncé de longue date mais jamais mis en œuvre, le projet de réforme de l'audiovisuel voulu par le duo Macron-Kolher revient une nouvelle fois, porté par la détermination aveugle d'une ministre en service commandé.

Depuis la dernière tentative du printemps, la ministre de la culture n'a jamais failli dans le dénigrement et l'invective envers un service public trop indépendant.

L'épisode de la semaine dernière, un scénario bien préparé.

Sans accointance particulière avec P. Cohen ou A.-E. Lemoine, on peut considérer l'échange entre ces journalistes et Dati comme un épisode grave, voire marquant dans le glissement de notre régime chaque jour un peu plus loin de la démocratie.

Comprenant force invectives, mensonges et menaces, les exercices médiatiques répétés de la ministre Dati sont parfaitement cohérents avec la dérive autoritaire de la droite : contre la liberté de la presse, contre l'état de droit et contre les services publics.

Projet bricolé

La ministre annonce qu'elle souhaite un audiovisuel public puissant à l'image de la BBC mais refuse de parler des moyens. Pour rappel : la BBC et l'audiovisuel public français ont à peu près le même nombre d'employés (17 000 contre 16 000). La BBC dispose d'un budget annuel de 6,3 Md d'€, l'audiovisuel public français de 4 Md d'€, un bon tiers de moins !

La ministre Dati clame à qui veut l'entendre que cette réforme ne coûtera rien, c'est facile : les coûts n'ont pas été évalués, ou bien leur évaluation n'a pas été rendue publique. La dernière réforme du secteur, la fusion des réseaux de France Bleu et de France 3 aurait coûté 32 Millions d'euros, pour le seul exercice budgétaire 2024.

La casse du service public de l'information

Alors que 55% de l'audience des télévisions et 40% de celle des radios sont déjà entre les mains de dix milliardaires d'extrême-droite et de droite extrême (ceux-là mêmes qui possèdent 90% des quotidiens nationaux), la réforme Dati constitue un risque majeur pour l'indépendance éditoriale de l'audiovisuel public en favorisant une mainmise politique incompatible avec le pluralisme et la liberté de l'information. Dès lors que la gouvernance de la holding sera placée entre les mains d'un seul patron nommé directement par l'exécutif et qu'il n'y aura qu'une seule direction de l'information, on voit mal comment pourraient perdurer les programmes dédiés à l'investigation et au journalisme indépendant.

Casse sociale

La FSU Culture est solidaire des syndicats du secteur qui dénoncent :

la remise en cause de la totalité des accords collectifs (métiers, temps de travail, système salarial, éléments variables de salaire etc.).

La poursuite de la baisse des effectifs et la dégradation des conditions de travail des salariés, liée à l'amplification de l'externalisation des programmes, y compris sur l'info où règnent la précarité et la sous-traitance.

La mise en danger de la santé des salariés qui se détériore, réforme après réforme. Les troubles psychosociaux explosent sans être aucunement pris en compte par les directions et les menaces de suicides se font de plus en plus nombreuses.

Risque démocratique majeur. Un projet sous le haut patronage de l'extrême-droite

Voulu par la droite et par Macron, ce projet ne peut passer à l'Assemblée nationale qu'avec le soutien d'une extrême-droite qui revendique de longue date la disparition de l'audiovisuel public, sa privatisation et sa restructuration au service de l'exécutif.

Grâce à la réforme Dati, le RN reçoit ainsi un soutien stratégique majeur puisqu'un gouvernement à sa main aura toute latitude pour contrôler et, éventuellement, privatiser télévisions et radios publiques. Bardella l'a dit, son projet c'est la suppression du CSA et le retour de Hanouna.

Même si le système est déjà largement abîmé par des années de cohabitation des animateurs producteurs et de certaines dynasties de “journalistes” entremêlées avec le pouvoir politique, l’audiovisuel public bénéficie encore d’un très large soutien, France Inter, France Culture, France Bleu et France Info sont toujours les premières sources d’informations pour de très nombreux auditeurs.

La FSU Culture soutient les salariés et leur intersyndicale, en grève depuis plusieurs jours et particulièrement mobilisés ce 30 juin sur tout le territoire national.

Sauvons et renforçons l’audiovisuel public !

Publication imprimée sur SNAC-FSU: <https://snac-fsu.fr/wp>